

# Le développement durable et solidaire : prospectives

**Georges CAVALLIER** *Coordonnateur de la délégation française pour la Conférence des Nations Unies Habitat II à Istanbul, 5e rencontres du développement durable Nantes, mars 1999*

Ce que je vais dire ici n'engage que moi et je commencerai par évoquer quelques réflexions générales concernant le développement durable.

C'est un concept qui a fait fortune dans un délai extrêmement bref avec une définition suffisamment floue pour lui permettre de se développer et de se transmettre. La Conférence de Rio en 1992 lui a donné ses lettres de noblesse et les sommets successifs des Nations Unies ont repris cette notion. En effet, chacun est conscient que, sur une terre dont la population a quadruplé dans le siècle qui s'achève, et qui va encore doubler dans le siècle qui s'annonce, un certain nombre d'évolutions en cours nous conduisent droit dans le mur". C'est pourquoi, il faut récuser aujourd'hui un monde à irresponsabilités illimitées.

## **Nous pouvons d'ores et déjà formuler trois observations :**

1- Bien que la production de biens dans le monde augmente plus vite que la population, les inégalités ne cessent de s'accroître. Ces 30 dernières années le PIB mondial a été multiplié par 6, le revenu moyen par tête par 3, de même que l'inégalité entre pays pauvres et riches. Sur cette même période, l'aide au développement a diminué sachant que devant atteindre 0,7 % du PIB, elle en est péniblement à 0,22%. La quarantaine de pays pauvres très endettés dont les 3/4 se situent dans l'Afrique sub-saharienne, sont aujourd'hui encore plus endettés qu'ils ne l'étaient (3 fois plus en valeur absolue depuis 1980).

2- J'ai aussi le sentiment d'un malentendu qui continue de peser sur le concept lui-même. Beaucoup de gens circonscrivent le développement durable à la limitation du gaspillage de ressources rares et non renouvelables. Certes, c'est aussi cela, mais l'objectif premier est le développement". C'est pourquoi j'aurais préféré que l'on dise développement durable et solidaire" pour bien souligner que trois éléments sont en cause : le développement, une nécessité forte de solidarité et une nécessité forte de protéger les ressources rares et non renouvelables.

3- Il y a, enfin, un malentendu sur la manière d'arriver au développement durable. Pour beaucoup c'est un problème d'accord politique au plus haut niveau. En réalité le développement durable n'ira jamais de soi, il ne peut résulter de la conciliation spontanée de processus divergents. Il faut beaucoup de volontarisme pour changer à la fois l'offre, c'est-à-dire les modes de production, et la demande, c'est-à-dire les modes de consommation. Et cela concerne tout le monde

## **Concernant le développement durable, les villes ont un rôle beaucoup plus important qu'on ne peut imaginer.**

1- Le mouvement d'urbanisation existe, et ce malgré la dématérialisation de l'économie, l'abaissement spectaculaire du coût de transports, l'explosion de téléphones mobiles et des nouvelles techniques d'information et de communication. La mondialisation économique ne s'accompagne pas d'une diminution des hommes et des activités sur les territoires, au contraire, elle engendre une progression de la métropolisation. L'efficacité économique est de plus en plus relationnelle, elle dépend de la qualité et de l'intensité du maillage entre les acteurs beaucoup plus que des structures d'accueil traditionnelles. D'autre part, les agglomérations constituent une sorte d'assurance tout risque" dans un avenir incertain avec des nécessités de s'adapter aux variations rapides des goûts des consommateurs. Les villes s'étalent donc de plus en plus, se complexifient et se fragmentent en quartiers, en ghettos de pauvres et de riches.

2- Les villes sont aussi les lieux où se joue l'équilibre écologique de la planète, puisqu'on consomme 70% de l'énergie dans l'habitat et les transports. Ceci est encore plus vrai dans les pays du sud dans la mesure où l'urbanisation dans ces pays est encore à une phase de progression très forte. Globalement, la planète vient de franchir un cap historique puisque, à la fin de ce siècle, pour la première fois 1 terrien sur 2 est un urbain. Il y en avait 1/10 au début de ce siècle et ce chiffre va doubler dans le siècle prochain atteignant 3 milliards d'urbains essentiellement dans les pays du sud où les taux d'urbanisation sont de l'ordre du doublement en 10 ans.

Quelques chiffres : dans les années à venir :

- ▶ 23 des 27 villes de + de 10 millions d'habitants seront dans les pays du sud,
- ▶ 36 des 44 villes de + de 5 millions d'habitants seront dans les pays du sud,
- ▶ dans la seule Afrique de l'Ouest, il y avait en 1960, 600 villes dont 17 de plus de 100000 habitants. En 1990, il y en avait 25000 dont 90 de plus de 100000 habitants, et en 2020 il y en aura 6000 dont 3000 de plus de 100000 habitants.

D'une certaine manière, les villes des pays du Sud constituent, avec leurs particularités, leurs problèmes du foncier et d'investissements très insuffisants, une sorte de miroir grossissant des problèmes posés par l'ensemble de l'urbanisation des villes du Nord. Il y a donc tout intérêt à les considérer de façon conjointe avec les villes du Nord.

Là aussi on va très vite dans le mur" si on prolonge les tendances passées. En effet, si on projetait la consommation énergétique des 20 dernières années sur les 20 prochaines années, on aboutirait à un doublement de la consommation énergétique fossile et des émissions de dioxyde de carbone associés. Si le taux de motorisation de la Chine atteignait le taux de motorisation du Portugal (pays Européen dont le taux est le plus faible), la consommation chinoise absorberait à elle seule la totalité de production pétrolière de l'Arabie Saoudite.

3- Mais les villes sont aussi des lieux privilégiés pour mettre en oeuvre une politique du développement durable car, d'une part, elles rassemblent une part significative des hommes et des activités, d'autre part, c'est là que se détermine l'essentiel des options de modes de vie et des comportements, et, enfin, et c'est le point le plus important, les villes sont les seuls endroits où l'on peut mener des approches systémiques de ces problèmes. Les villes sont donc par nature, les lieux privilégiés d'élaboration d'une politique réaliste et concrète de développement durable. Ce qui est fondamental c'est la capacité à établir au niveau local, un programme global et intégré : c'est l'Agenda 21. L'idée est d'inverser l'approche du développement local qui consistait à penser localement et agir mondialement.

### **A partir de là, quelles actions peuvent être menées ?**

1- Il convient d'abord de se reporter aux conclusions du Sommet d'Istanbul.

2- Il faut également faire de la sensibilisation. Diderot disait : Il serait temps que ceux qui réfléchissent se rapprochent de ceux qui se remuent". On ne traite réellement les problèmes dans les pays démocratiques que lorsqu'ils ont acquis dans l'esprit des gens une importance suffisante. Or, l'importance des enjeux liés au devenir des villes n'est pas encore bien perçue.

3- Enfin, on peut mettre en oeuvre toute une série de lignes d'actions. La plus importante consiste à promouvoir la capacité à faire" des collectivités locales qui ont un rôle majeur à jouer ; il faut également encourager la mise en place d'autorités démocratiques, compétentes et efficaces qui ont la capacité d'initiative au niveau local ; l'Etat central doit évoluer vers un Etat animateur/partenaire, vers un Etat facilitateur, accompagnateur qui met l'ensemble de ses partenaires en situation optimale ; il faut aussi essayer de trouver des systèmes de conjugaison des efforts, rénover la planification stratégique, et c'est l'idée même d'Agenda 21 local ; c'est enfin, la nécessité de développer la démocratie participative et les échanges d'expériences.

### **Il se passe beaucoup de choses au niveau européen et mondial.**

1- La Conférence Habitat II va se prolonger par une Assemblée Générale des Nations Unies en 2001. Par ailleurs, le premier congrès panafricain des maires s'est tenu en 1998 et est très prometteur. De plus, en Europe les initiatives sont multiples et bien que la politique urbaine n'ait pas vocation à devenir un sujet de compétence communautaire, la Commission européenne a établi un cadre européen pour le développement durable des villes qui a fait l'objet d'une grande discussion à Vienne. Enfin, en France, c'est un sujet d'actualité fort puisqu'il y a un débat au Parlement sur l'aménagement du territoire qui s'intéresse à la dimension urbaine des choses. La loi Chevènement prévoit une modification de la donne institutionnelle, mais d'autres projets de lois prévoient la modification de l'intervention des collectivités locales dans le domaine économique notamment pour rendre plus efficace la loi d'orientation sur la ville. Un Comité Permanent des directeurs d'administration centrale sur le développement urbain a d'ailleurs été créé pour aborder ces enjeux de façon informelle.

Faut-il être optimiste ou pessimiste trois ans après le Sommet d'Istanbul ?

Je préfère ne pas choisir et je m'en réfère pour finir, à ce que disent certains sur ce sujet : Les optimistes sont des imbéciles, mais les pessimistes sont des lâches".